

La manifestation des agriculteurs à Bruxelles par Jean Ferniot (RTL, 24 mars 1971)

Source: Bruxelles: analyse manifestation des agriculteurs européens. Raisons du malaise / Jean Ferniot.- Paris: RTL [Prod.], 24.03.1971. RTL, Paris. - SON (00:04:02, Montage, Son original).
Algérie: les accords d'Evian / Euloge Boissonade, Jean-Pierre Farkas.- Oran et Alger: RTL [Prod.], 20 mars 1962. RTL, Paris. - (07:03, Montage, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/la_manifestation_des_agriculteurs_a_bruelles_par_jean_ferniot_rtl_24_mars_1971-fr-9b9eef96-e9c4-4905-b4fa-c5c572foab8e.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

La manifestation des agriculteurs à Bruxelles par Jean Ferniot (RTL, 24 mars 1971)

80 000 paysans belges, français, allemands et italiens ont manifesté hier dans les rues de Bruxelles, tandis que les ministres de l'Agriculture des six pays associés dans le Marché commun cherchaient des solutions techniques au malaise de la paysannerie européenne. Un mort, 140 blessés, des véhicules incendiés, des vitrines brisées, tel est le bilan sommaire de la première grande émeute communautaire. Excusez-moi, mais, si habiles qu'ils soient, les idéologues et les technocrates européens ne parviendront pas à me convaincre que c'est là un progrès. Ils y parviendront d'autant moins que leurs arguments – je vous en ferai grâce pour essayer d'aller à l'essentiel – font apparaître entre les politiques agricoles de chacun des six pays des divergences qui se superposent à un mécontentement général des paysans européens. Je vais droit aux chiffres : en Europe occidentale, les prix montent en moyenne de cinq pour-cent par an et les salaires industriels de dix pour-cent. Les revenus agricoles, eux, restent stationnaires, malgré les efforts financiers que, sous forme de subventions, fortes et larges, consentent les contribuables. Les paysans qui n'acceptent pas – et je les comprends – d'être les seuls à se sacrifier pour l'Europe exigent qu'on relève les prix de leur production. Mais une telle hausse profite beaucoup plus au gros exploitants qu'aux petits qui, pourtant, sont dix fois plus nombreux que les propriétaires de domaines étendus et dotés de matériel moderne. En d'autres termes, l'augmentation des prix enrichit les riches et permet tout juste aux pauvres de ne pas mourir de faim. Cette situation scandaleuse, dans la mesure où elle aggrave, au lieu de les atténuer, les inégalités sociales, a amené les techniciens de Bruxelles, sous l'impulsion de monsieur Sicco Mansholt, le grand spécialiste européen des problèmes agricoles, à proposer un assainissement du Marché grâce à la réduction du nombre de paysans. Monsieur Mansholt a certes raison : l'agriculture, pour être rentable, doit se plier aux règles de la société industrielle. Malheureusement, je crains que ces messieurs de Bruxelles n'aient négligé un certain nombre d'éléments, dont celui-ci : les agriculteurs qui abandonnent la terre, où trouveront-ils à s'employer ? En France et en Italie, par exemple, il n'existe aucune politique réellement sérieuse de l'emploi et de la formation professionnelle. Quiconque quitte la campagne pour la ville risque de grossir le nombre des chômeurs. À tout prendre donc, quand on connaît les conséquences psychologiques d'une transplantation, pourquoi précipiter un exode de la campagne vers la ville pour fabriquer des malheureux et des mécontents ? Pourquoi pousser à la reconversion des hommes qu'on ne peut aider efficacement à se reconvertir ? Nous voici revenus au point de départ. Plutôt que de venir en aide à des chômeurs en leur versant une allocation, ne vaut-il pas mieux venir en aide aux paysans en augmentant leurs prix ? On peut ainsi tourner longtemps. Ces contradictions, j'allais dire et je le dis, ces absurdités viennent au fond de ce que la politique commune pour les six pays du Marché commun est la politique agricole. Mais on ne peut séparer l'agriculture du reste. En fait, chacune des nations d'Europe occidentale se trouve dans une situation économique, financière, monétaire, sociale particulière. Seul le statut des agriculteurs est subordonné à des décisions communes et cela est intenable. Voilà donc l'Europe de 1971. Aux explosions qui se produisent dans chacun des six pays s'ajoute maintenant celle qui éclate dans la capitale belge, qui se prend peut-être à regretter d'avoir sollicité avec tant d'insistance d'abriter les institutions de la Communauté. Tout se passe comme si les associés du Marché commun, sans avoir éliminé les troubles nationaux, offraient à leurs paysans contestataires un terrain d'action plus large, une instance d'appel pour la jacquerie européenne à la dimension continentale. Un vrai succès treize ans après le traité de Rome.